

Des promesses à l'issue incertaine?

• Lecture critique des axes dévoilés par Mohamed Hassad

• Généralisation du préscolaire d'ici 2027, mais en s'appuyant sur des ONG

• Apprentissage du français dès le CP: avec quels profs?



De bonnes idées, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Hassad, n'en manque pas. Mais sont-elles applicables sur le terrain? (Ph. Bziouat)

LE tant attendu plan d'action de Mohamed Hassad pour les trois portefeuilles dont il a la charge, l'Éducation nationale, la Formation professionnelle et l'Enseignement supérieur, vient enfin d'être dévoilé. Les grandes lignes en ont été présentées jeudi dernier, en Conseil de gouvernement. L'Éducation nationale, la plus malade des trois sec-

teurs, représente le plus gros morceau. Le ministre a fait part de sa préoccupation par rapport à ce secteur, qui enregistre des taux monstres de redoublement (près de 20% dès le CP) et d'abandon (entre 300.000 et 400.000 chaque année). Il a, encore une fois, insisté sur la nécessité de prendre l'établissement scolaire comme point de départ de la réforme. Toutefois, qu'en est-il réellement? Les directeurs d'écoles, par exemple, meilleurs connaisseurs du système et de ses difficultés quotidiennes sont jusqu'à présent écartés des conceptions stratégiques. «Nous sommes rarement consultés, et quand nous le sommes, personne ne nous écoute réellement», confie, à L'Économiste, des directeurs d'écoles primaires. Ce sont les cadres du ministère qui imposent à chaque fois leur vision. «L'adoption de l'uniforme scolaire, à titre d'exemple, nous l'avons déjà testée et nous savons par expérience qu'elle ne marchera pas, faute de moyens et de mécanismes de suivi, mais personne ne nous a consulté», disent-ils. Les directeurs se plaignent, aussi, de la décision de repeindre les murs de toutes les écoles, alors qu'ils ne disposent pas de budget dédié. Certaines tournent avec seulement 5.000 DH par an! «Nous en sommes réduits à faire la manche

En 2016, le ministère employait environ 128.000 enseignants, dont 60.000 bilingues. Toutefois, parmi ces 60.000, une petite minorité est capable d'enseigner correctement la langue de Molière.

Hassad prévoit, aussi, de mettre fin aux sureffectifs. D'ici 2021, les classes de première et deuxième année du primaire ne devront plus compter que 30 élèves, contre 34 pour les autres niveaux. Cela implique des recrutements massifs. La qualité des profils reste la grande question... Les 11.000 profs contractuels engagés cette année ont, par exemple, intégré les classes sans formation préalable.

Vieux de 15 ans et bourrés d'erreurs, les manuels scolaires seront renouvelés à partir de 2018-2019.

Concernant le secondaire qualifiant (lycée), il sera question de renforcer les capacités scientifiques et linguistiques des élèves, afin de faciliter le passage au supérieur. Pour améliorer l'employabilité des jeunes, l'offre du baccalauréat professionnel sera diversifiée. Le bac pro devra accueillir 10% de l'ensemble des élèves d'ici 4 ans. Les parcours professionnels seront, également, généralisés au sein des lycées techniques. L'offre de filières internationales, qui ont abouti à des résultats probants (97% de taux de réussite à la pre-

Des centaines de nouveaux établissements

LES conditions d'accueil et de scolarisation des élèves ne seront pas en reste. Les constructions préfabriquées seront abandonnées et des centaines d'établissements seront construits au cours des prochaines années. Pour 2017-2018, quelque 55 écoles sont programmées, dont 26 en milieu rural. En outre, 1.948 classes seront agrandies.

L'année suivante, 250 établissements seront construits, dont 100 écoles communautaires (équipées d'internats) dans les campagnes. D'ailleurs, chaque année scolaire, une centaine d'écoles communautaires seront édifiées, dans l'objectif d'en atteindre 1.000. □

pour assurer cette opération, sachant que derrière les murs, nous avons des catastrophes à gérer», ironisent certains.

Pour commencer, le plan d'action prévoit la généralisation de l'enseignement préscolaire pour les enfants âgés de 4 ans d'ici 2027, via un partenariat avec la société civile. «Le ministère prévoit de passer par des ONG. Or l'initiative ne pourrait fonctionner que si l'on impose un préscolaire public obligatoire géré par l'État», estime un expert de l'éducation.

Au niveau du primaire, l'accent sera mis sur les compétences de base des élèves, ainsi que sur l'apprentissage des langues. Dès cette rentrée, l'enseignement du français démarrera à la première année du primaire, alors qu'auparavant, il ne commençait qu'à la 3e année. Là encore, l'idée est bonne, mais l'on ne dispose pas d'effectifs suffisants pour son application.

mière session du bac 2017), pour sa part, sera élargie. Elle devra englober 30% des lycéens d'ici 3 ans. Les manuels, eux, seront révisés à partir de 2019-2020.

Hassad insiste, en outre, sur des principes directeurs, comme la décentralisation du système, le retour à l'ordre et à la discipline et la lutte contre l'absentéisme injustifié des élèves et des profs.

Le soutien social aux familles (programme Tayssir) sera renforcé, tandis que les conditions d'accueil des internats seront revues à la hausse.

Aucune mention n'a, cependant, été faite à la formation des enseignants, au renforcement de leurs compétences ou à leur motivation, sachant qu'ils représentent le socle du système. □

A.Na.
▶▶▶

Plan d'action pour l'enseignement

Plus de complémentarité entre secteurs

• **Un meilleur accès des lauréats des parcours professionnels aux grandes écoles**

• **Peu d'engagements pour le supérieur et la formation professionnelle**

PAR rapport à l'Education nationale, la formation professionnelle et l'Enseignement supérieur passent presque au second plan. Mais une idée phare se dégage, celle d'une meilleure complémentarité entre les systèmes d'enseignement. Dans son plan d'action, présenté jeudi dernier en Conseil de gouvernement (voir article précédent), Mohamed Hassad insiste sur la nécessité de mettre plus de passerelles entre la Formation professionnelle et l'Enseignement supérieur. Ceci en ouvrant aux lauréats les plus méritants des parcours professionnels l'accès aux grandes écoles. Pour l'instant, un quota de 5% est imposé. L'on vise, également, à travailler sur la qualité de la formation offerte et à insuffler l'esprit d'entrepreneuriat aux jeunes stagiaires.

Selon le ministre, l'objectif de 1,7 million de diplômés de la formation professionnelle d'ici 2021 sera réalisé. L'OFPPPT, qui assure plus de 80% du dispositif, prévoit 120 nouveaux établissements, à raison de 24 par an. Sa capacité d'accueil sera élargie à 668.000 sièges. Le nombre d'élèves en bac pro, lui, passera à 150.000. Les branches professionnelles permettent, en général, une meilleure employabilité. Le taux d'insertion des lauréats de l'OFPPPT dépasse les 70%.

Six nouvelles cités universitaires

Dans le supérieur, qui accueille 838.000 étudiants, aussi, les défis sont énormes. Massification mal maîtrisée, déficit d'enseignants, inadéquation de la formation avec les attentes des employeurs... La part des jeunes en âge de suivre des études universitaires reste, quant à elle, modeste. L'on souhaite la faire monter à 45% d'ici 2021-2022, contre 33% aujourd'hui.

Toutefois, les actions programmées concernent surtout des aspects liés à l'environnement universitaire. Six cités universitaires seront, par exemple, construites (8.200 lits) et six autres seront élargies (4.960 lits supplémentaires). Côté privé, neuf résidences seront ouvertes (7.000 lits).

La tutelle veillera, en outre, à apporter les «mesures juridiques» nécessaires à l'augmentation du nombre d'étudiants

bénéficiant de la couverture médicale, aujourd'hui limitée à 10% de l'effectif ciblé, soit 28.679. La bourse, elle, sera généralisée à l'ensemble des doctorants et à 90% des étudiants de master. Globalement, le nombre de boursiers s'est élevé à 340.000 durant l'année écoulée (+5%). Celui des bénéficiaires de l'hébergement a atteint 60.949 (+9%). Autre chantier,

celui du suivi des lauréats des universités. L'Enseignement supérieur travaille depuis quelques années sur un système d'information global, permettant une remontée rapide des informations liées aux universités, et assurant un suivi permanent des étudiants et lauréats. Cela permettra, également, d'orienter plus de jeunes vers les filières qui assurent les meilleurs taux

d'insertion professionnelle. Au niveau du recrutement des enseignants-chercheurs, les mécanismes d'embauche seront revus, en vue de «garantir plus de transparence et consacrer l'égalité des chances». Toutefois, aucun objectif en termes de postes à ouvrir n'a été fixé. Par ailleurs, la recherche scientifique n'a pas été évoquée. □

A.Na